

ENERGIE ET DIALOGUE NORD-SUD;  
COMMENT DEPASSER LES SLOGANS?

par

Antoine AYOUB

Vingt-trois chefs d'Etat vont se réunir, dans quelques jours, au Mexique pour discuter des conditions d'une reprise du dialogue Nord-Sud. Tout semble indiquer, que ces hauts responsables vont, encore une fois, "dialoguer sur le dialogue" sans vraiment engager le débat sur le fond des problèmes. Dans ces conditions, le résultat de cette réunion risque d'être surtout l'enrichissement du vocabulaire diplomatique d'une nouvelle formule qui viendra se rajouter à toutes celles inventées depuis que l'on parle du dialogue. A la formule "négociations globales" avancée lors du sommet de Montebelo, on trouvera peut-être un substitut plus raffiné, on clarifiera encore une fois des positions déjà connues... Mais il y a fort à parier qu'aucune solution concrète ne sera, malheureusement, adoptée.

Pourquoi ce blocage persistant au moment où des problèmes économiques d'une gravité sans précédent menacent les assises mêmes de nos sociétés, tant celles du Nord que celles du Sud? Dans quelle mesure le pétrole en particulier et l'énergie en général peuvent encore constituer le facteur moteur pour la reprise d'un dialogue, cette fois-ci plus constructif? Y-a-t-il des solutions concrètes et mutuellement bénéfiques qui peuvent être avancées pour sortir ce dialogue de l'impasse dans laquelle il s'est embourbé depuis des années?

C'est à un début de réponses à ces questions que je voudrais consacrer mon exposé introductif de ce matin. Même si les réflexions que je vais vous livrer ne représentent que mon propre point de vue et n'engagent que ma seule responsabilité, il n'en demeure pas moins qu'elles ont, quand même, influencé directement l'élaboration du programme de ce colloque. Il est donc de mon devoir, comme président de cette rencontre, d'expliquer brièvement et le plus clairement possible ma propre vision des choses en laissant, bien entendu, à chacun, conférenciers comme participants, l'entière liberté d'envisager autrement les mêmes problèmes. Si, en effet, le dialogue trouve des difficultés à s'instaurer et à aboutir au niveau politique supérieur, il faut bien espérer qu'à notre modeste niveau les choses iront mieux. Pour ma part, je suis tout à fait confiant que nous pouvons faire ensemble un très bon travail, et les quatre colloques précédents qui se sont déroulés dans cette ville depuis 1973 représentent, à mon avis, autant de témoignages en faveur de ce que j'avance.

## I Pourquoi le dialogue Nord-Sud?

Pour savoir pourquoi le dialogue Nord-Sud est dans l'impasse, il serait suffisant de répondre à une seule question: pourquoi le dialogue est-il nécessaire? Si, en effet, l'une ou l'autre des deux parties n'était pas convaincue de la nécessité du dialogue, la cause du blocage serait entendue d'avance

et on n'aurait nullement besoin de chercher longtemps des causes supplémentaires à l'échec.

A bien examiner les péripéties et les avatars du dialogue Nord-Sud depuis 1974, on se rendra vite compte que les deux parties divergent profondément, non pas sur cette nécessité mais plutôt sur ses raisons ainsi que sur son urgence.

A- Pour les pays du Nord, considérés globalement et sans rentrer dans les nuances de leurs positions respectives, la nécessité du dialogue trouve son origine et sa raison d'être dans les crises pétrolières qui ont secoué le monde dans la décennie écoulée. Ce sont essentiellement ces crises ainsi que leurs effets sur les économies des pays industrialisés d'abord et sur l'économie mondiale ensuite qui ont poussé ces derniers à accepter le dialogue. En l'absence du problème pétrolier le dialogue serait, dans l'optique du Nord, sans intérêt pour la grande majorité des pays industrialisés. C'est d'ailleurs pour cette raison que le comportement des pays du Nord, face au dialogue, continue de fluctuer suivant la conjoncture pétrolière et énergétique. Dans les années de crise, ces pays semblent en effet plus ouverts au dialogue, tandis que leur enthousiasme pour ce genre d'exercice décline fortement dans les périodes de stabilité ou de pléthore sur le marché pétrolier. Ce comportement changeant s'explique facilement si l'on examine rapidement le point de vue des pays du

Nord sur les crises pétrolières elles-mêmes. En simplifiant un peu, ces crises sont généralement présentées comme des anomalies faisant irruption dans un marché mondial considéré par ailleurs comme s'il obéissait, dans tous les autres secteurs sauf celui du pétrole, aux lois naturelles, spontanées et sans entraves de l'offre et de la demande. Cette sorte d'analyse très sommaire mais très fréquente est fortement appuyée par l'existence d'un bouc émissaire tout désigné qui est l'Organisation des Pays Exportateurs de Pétrole (OPEP).

Face à cet organisme, présenté comme étant le "cartel" tout puissant du pétrole et l'unique responsable des anomalies qui secouent l'économie mondiale, une combinaison de deux politiques, variable suivant les pays, est adoptée. La première de ces politiques est d'encourager les mécanismes d'ajustements par les prix pour faire baisser la demande ainsi que les importations pétrolières. Un ensemble de mesures économiques sont appliquées pour stimuler les économies d'énergie et parfois les substitutions inter-énergétiques. Mais, en attendant que les résultats de ces mesures portent leurs fruits, une deuxième politique est parallèlement mise en place. Elle consiste à exercer des pressions de toutes sortes en direction des pays de l'OPEP, et spécialement du plus important parmi eux l'Arabie Saoudite, pour les amener à adopter une politique "modérée" et "raisonnable" concernant le volume de leur production et le niveau de leurs prix.

A la lumière de ce qui précède, le dialogue Nord-Sud est donc généralement considéré, par les pays du Nord, comme un moyen permettant la réalisation, dans des conditions optimales, des deux politiques dont je viens de faire référence. A aucun moment, le Nord ne s'est interrogé profondément pour savoir si les anomalies qu'il a détectées dans le secteur pétrolier ne se retrouvent pas dans les secteurs relevant de son contrôle direct et total. Par exemple, les secteurs de l'alimentation, de la technologie, des industries de pointes, de l'ingénierie, de la finance internationale ... etc. Très rarement le Nord avait accepté l'idée que l'inflation qui sévit depuis le début des années 70 trouve son origine chez lui et que le dérèglement de l'équilibre monétaire international découle, en premier lieu, de ses propres politiques monétaires. Par ailleurs, l'anomalie, pour ne pas dire le scandale, du sous-développement des deux tiers de l'humanité est devenue, avec le temps et par la force de l'inertie, comme une sorte de maladie dont le Nord paraît décidé de vivre avec sans vraiment chercher à lui trouver un remède.

C'est dans ce contexte et à partir d'une telle attitude que le Nord s'est engagé dans le dialogue.

B- Pour le Sud, et bien qu'il a souffert peut-être plus que le Nord des crises pétrolières et de leurs conséquences, le problème crucial était de bâtir un "nouvel ordre économique in-

ternational" qui viendrait aider à résoudre non seulement ses problèmes énergétiques mais l'ensemble de ses problèmes économiques chroniques. Ce nouvel ordre devrait, selon le point de vue des pays du Sud, tenir compte simultanément des réalités concrètes du marché capitaliste mondial et du désir des pays du Tiers-Monde de développer le plus rapidement possible leurs économies. Il devrait surtout permettre à ces derniers ce que l'ordre actuel paraît les empêcher d'être: des agents à part entière ayant leur mot à dire dans l'élaboration et la mise en pratique des "règles du jeu" qui régissent l'économie mondiale. Ce n'est donc pas une rupture avec le marché capitaliste mondial que cherchent les pays du Tiers-Monde en revendiquant ce "nouvel ordre", mais bien une plus grande intégration à ce marché, à condition que cette intégration se fasse dans un esprit et selon des modalités aussi éloignées que possible de celles qui régnaient pendant l'époque coloniale.

D'ailleurs cette référence constante aux rapports de type colonial, pour les dénoncer comme étant la cause principale de leur retard économique, imprègne toute l'analyse que font les pays du Tiers-Monde de leur situation actuelle. En effet, tous les problèmes dont souffrent ces pays, depuis la détérioration de leurs termes d'échanges jusqu'à l'échec de leur plan de développement en passant par les difficultés multiples du transfert de la technologie, sont généralement analysés à partir du diptyque exploitant-exploité. Malheureu-

ement, les pays du Sud insistent souvent pour ramener à cette cause unique la détérioration de leur situation. Or, cette insistance paraît souvent les dispenser d'une analyse plus exigeante concernant les effets négatifs de leurs propres structures internes sur leur développement économique. Il faut quand même noter à cet égard que même si l'analyse en termes d'exploitant-exploité demeure dominante dans ces pays, de plus en plus d'observateurs et même de cadres nationaux se rendent maintenant progressivement compte qu'un changement dans l'environnement international n'est pas une condition suffisante pour le développement économique de leur pays, et qu'il faut, parallèlement à ce changement, des modifications profondes dans les structures internes touchant les sphères de la politique, du social et de l'économique.

Face aux deux positions, dont je viens de résumer les grandes lignes, il est maintenant possible de souligner les conditions de départ à partir desquelles un dialogue constructif peut être amorcé.

1. La première et peut-être la plus importante de ces conditions est que les deux parties acceptent de considérer le dialogue comme le seul moyen pacifique et, malgré les apparences, réaliste pour régler le problème du partage des gains résultant du marché international.

Car s'il est vrai que le mécanisme du marché libre

peut présenter, dans certaines conditions, une grande utilité dans l'affectation efficace des ressources, il est tout aussi vrai que ce même mécanisme peut procurer la richesse extrême aux uns et la misère extrême aux autres. Il est donc nécessaire, quand on aborde la question de la répartition, de compléter, de corriger et même parfois de remplacer les exigences de ce mécanisme par des institutions et des règles de conduite qui viendraient pacifier, autant que possible, les manifestations excessives des rapports de force. L'alternative à ces "interventions acceptées" de part et d'autre dans le jeu du marché est une situation de disputes permanentes mettant en danger la réalité même de la croissance économique pour les uns et pour les autres. Il faut bien se convaincre, après tout, que la croissance économique continue d'une minorité au moment où la majorité croupit dans la misère représente une situation pour le moins fragile sinon explosive.

Ce problème de partage des gains de l'activité économique n'est pas nouveau pour les pays du Nord. Car, il s'est posé sur le plan interne pour tous ces pays dès la fin du siècle dernier. Ceux, parmi eux, qui ont eu la sagesse d'aménager les institutions adéquates pour diminuer les tensions que suscite inéluctablement tout problème de répartition de richesse et de revenu, ont pu effectivement faire l'économie d'une révolution pour atteindre la situation de "paix sociale relatif" dans laquelle ils vivent aujourd'hui. Ce qui est vrai

sur le plan national l'est aussi et le deviendra de plus en plus sur le plan des relations entre les nations. Il est vrai aussi que l'absence d'une autorité mondiale, qui viendrait jouer le rôle d'arbitre qu'assure l'Etat sur le plan national, complique beaucoup la solution du problème de partage des gains entre nations. Mais c'est là justement une raison supplémentaire qui milite en faveur du dialogue et non pas une raison de son abandon.

2. Il est absolument nécessaire pour le Nord, en deuxième lieu, de finir par se convaincre que le problème de l'énergie, malgré son importance, n'est pas tout; et que s'il faut parler d'énergie, il faut alors parler de tous les autres dossiers que le Sud trimbale avec lui, d'une conférence internationale à une autre, depuis des dizaines d'années sans que des solutions concrètes leur soient apportées.

A l'inverse, il faut que le Sud admette que n'importe quel "nouvel ordre économique" n'est pas, en soi, une garantie suffisante pour son développement économique futur. Par conséquent, il serait urgent de procéder sans tarder à des transformations internes profondes de ses structures pour lui permettre de tirer le maximum de profit d'un changement éventuel dans l'environnement international. A cet égard, l'exemple des pays de l'OPEP doit faire l'objet d'une mûre réflexion de la part des autres pays du Tiers-Monde, car cet exemple apporte un éclaircis-

sement nouveau à beaucoup d'idées reçues concernant l'économie du développement. En effet, il s'avère maintenant évident - à l'encontre de ce que prônent les modèles de développement des années 50 et 60 - que la disponibilité en capital est, certes, une condition nécessaire mais pas du tout suffisante pour le développement, et que ce dernier est un phénomène complexe dont les côtés social et politique sont au moins aussi importants que le côté économique.

3. Une fois ces conditions de principes acceptées, il faut alors que le dialogue sorte enfin des généralités pour se consacrer entièrement à la discussion de projets concrets conduisant à l'application de ces principes de base. C'est à ce moment que le secteur pétrolier et énergétique prend toute son importance comme secteur-témoin des possibilités réelles d'une coopération mutuellement bénéfique pour le Nord et pour le Sud.

## II L'énergie: un terrain propice à la coopération

Si la crise pétrolière de 1973, par les bouleversements importants qu'elle a entraînés dans les rapports de force dans le monde, avait en quelque sorte poussé le Nord à s'asseoir pour un temps à la table des négociations, il s'agirait aujourd'hui d'aller plus loin et de démontrer comment des projets concrets, dans le secteur de l'énergie impliquant les pays du Nord, les pays de l'OPEP et les pays du Tiers-Monde, peuvent

être imaginés et mis en application. Dans les lignes qui vont suivre, je voudrais dire deux mots à ce sujet en expliquant, par la même occasion, la liaison que le thème général de ce colloque établit entre le dialogue et les problèmes énergétiques.

Il est maintenant presque unanimement reconnu que, sur le plan énergétique, nous sommes rentré dans une phase de transition dont l'objectif essentiel est la substitution ordonnée du pétrole classique par d'autres sources énergétiques physiquement renouvelables, écologiquement admissibles, économiquement rentables et géo-politiquement diversifiées. Une telle transition avec des contraintes aussi sévères ne peut évidemment se faire du jour au lendemain et n'implique nullement l'abandon, inconcevable pour de très longues années encore, du pétrole classique comme source d'énergie et surtout comme matière première pour des centaines d'industries d'aujourd'hui et de demain. Il est donc hautement important de continuer et même d'intensifier l'exploration pétrolière tout en investissant, dès maintenant, dans la recherche et la production des sources alternatives.

Or, il suffit de passer rapidement en revue la situation de chacun des trois groupes de pays impliqués (les pays du Nord, de l'OPEP et du Tiers-Monde) pour se rendre compte qu'une éventuelle coopération entre eux permettra au monde de traverser,

avec le minimum de dégâts, cette difficile période de transition tout en assurant à chacun de ces trois groupes ses propres intérêts.

Pour les pays de l'OPEP, d'abord, il est de la plus haute importance pour eux de profiter de la rente pétrolière, qui ne peut durer éternellement, pour assurer à leurs futures générations une économie qui pourrait leur garantir des niveaux de revenus, sinon semblables à ceux d'aujourd'hui du moins assez rapprochés. C'est là un objectif que commande la simple justice entre les générations et que ne contredit nullement la rationalité économique. En effet, que font les sociétés pétrolières d'aujourd'hui, sinon penser à l'après-pétrole et agir dès maintenant pour occuper une place soit dans le secteur de l'énergie, soit dans les autres secteurs économiques? En dernière analyse, le comportement des pays producteurs se rapproche beaucoup du comportement de ses sociétés, surtout quand les pays en question disposent de capitaux qui dépassent la capacité d'absorption interne actuelle de leurs économies. Ces disponibilités en capitaux, qui, de toute manière, sont plus ou moins bien placées sur les marchés financiers et bancaires internationaux, peuvent devenir, dans une optique de coopération, un facteur puissant pour la mise en oeuvre de grands projets d'exploration et de production pétrolière ainsi que dans les projets de recherche et de production des substituts. Investis de cette manière, ces capitaux prolongent pour ainsi dire la durée de vie de la rente pétrolière que ces pays reçoivent aujourd'hui en compensa-

tion de l'épuisement progressif de leurs réserves pétrolières nationales.

Quand aux pays industrialisés, ils se trouvent aujourd'hui devant un problème à double facette. D'une part, l'alourdissement de leur facture pétrolière exige d'eux des ajustements économiques qui réduisent d'autant leurs capacités d'investir à court et à moyen terme. Mais, d'autre part, la solution à long terme de leurs problèmes énergétiques exige d'eux des investissements colossaux dans la recherche et la production de sources substitués dont il leur est difficile, dans l'état actuel des choses, d'assurer le financement. L'atout important des pays industrialisés est qu'ils disposent d'une capacité technologique impressionnante capable, sur ce plan, de relever le défi énergétique de l'avenir. Dans ces conditions, le financement en partie des grands projets d'investissements énergétiques par les pétro-dollars allège le fardeau des ajustements à court et moyen terme de ces pays, tout en leur permettant de ne plus remettre à demain l'exécution des travaux qu'il faut entreprendre dès aujourd'hui. Il va sans dire que la mise en oeuvre de ces projets aura des effets positifs sur l'ensemble de leur situation économique, surtout sur le chômage et l'inflation.

Les pays du Tiers-Monde, enfin, disposent dans la plupart des cas des potentialités énergétiques appréciables (je pense à l'énergie solaire et hydraulique, mais aussi au pétrole et au gaz) mais manquent généralement de capitaux et de techno-

logie pour en tirer partie. Dans leur cas, qui est le plus dramatique, la production et la consommation d'énergie autochtone soulageraient beaucoup leurs balances de paiement lourdement déficitaires, diminueraient leur endettement et agiraient comme stimulant pour l'ensemble de leurs économies.

Plus on examine la situation de ces trois groupes de pays, plus on se rend compte qu'ils peuvent constituer, sur le plan énergétique, un "triangle mutuellement bénéfique" fondé sur des complémentarités réelles et non pas seulement souhaitées. Comment se fait-il qu'un tel triangle tarde encore à se mettre en place?

Pour ne pas être taxé de complètement naïf, je dois rappeler que je ne suis pas sans connaître un peu les problèmes techniques, politiques et économiques majeurs que soulève la réalisation d'une telle coopération triangulaire. L'objectif de ce colloque est, justement, de les recenser, de les étudier et d'en faire des propositions concrètes pour en arriver à leur solution. Il faut vous dire, toutefois, qu'à chaque fois que j'ai eu l'occasion d'évoquer, devant des hommes d'affaires, des responsables politiques ou des chercheurs universitaires, la possibilité d'une coopération triangulaire dans le domaine de l'énergie, un mot revenait systématiquement et inlassablement dans la discussion: la confiance. Avec elle tout est possible; Sans elle, les problèmes les plus mineurs deviennent insurmontables.

Il reste à espérer que nos dirigeants, qui vont se réunir bientôt à Cancun puissent aider à restaurer cette confiance en appliquant entre eux la vieille recette de la démocratie: le respect de la personne, des intérêts et de l'opinion de l'autre.

---